Document généré le 1 sept. 2024 00:13

L'Actualité économique

Où est l'erreur? par Gilles Roy. — Montréal, Agence d'Arc, 1984, 200 p.

Marc Lavoie

Volume 60, numéro 4, décembre 1984

URI : https://id.erudit.org/iderudit/601317ar
DOI : https://doi.org/10.7202/601317ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lavoie, M. (1984). Compte rendu de [*Où est l'erreur?* par Gilles Roy. — Montréal, Agence d'Arc, 1984, 200 p.] *L'Actualité économique*, *60*(4), 556–558. https://doi.org/10.7202/601317ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Compte rendu

Où est l'erreur? par GILLES ROY. — Montréal, Agence d'Arc, 1984, 200 pages.

Le livre de Gilles Roy est une réflexion sur la croissance. L'auteur s'interroge sur les causes économiques, politiques, sociales et culturelles de la croissance économique. Il cherche à expliquer le ralentissement ou même l'arrêt des économies contemporaines.

L'ouvrage est divisé en quatre parties qui ne cessent en fait de se recouper. Dans la première partie, Roy fait une brève et superficielle revue historique de l'idée de progrès économique, depuis la cité de Dieu de Saint-Augustin jusqu'à la notion de société post-industrielle. Dans la seconde partie, l'auteur affirme que la société actuelle est en crise, et que cette dernière résulte de transformations qui se sont déroulées pendant les années d'apparente prospérité 1945-70. Les causes du malaise présent sont développées dans la troisième partie, la plus longue. Il apparaît que c'est principalement l'abandon des valeurs traditionnelles qui aurait engendré les contradictions du système capitaliste notées par Roy. Les limites à la croissance seraient culturelles. Dans la dernière partie, l'auteur indique qu'il faut de nouvelles valeurs, un nouveau projet de société, axé sur l'acceptation d'une croissance lente liée à une meilleure qualité de la vie.

La lecture du premier chapitre, avec ses références à Turgot, Condorcet et Saint-Simon pourrait laisser croire que l'auteur va se lancer dans une nouvelle et originale analyse du progrès. Mais il faut vite déchanter. Roy ne fait que répéter inlassablement, dans une présentation toujours plus chaotique, ce que ne cessent de nous asséner depuis une décennie les chantres du néo-conservatisme américain, tels Daniel Bell, Daniel Yankelovich ou encore George Gilder et Jude Wannisky, ou les « nouveaux économistes » à la française comme Pierre Rosanvallon. La thèse principale de Gilles Roy, à savoir que la crise actuelle résulte de l'abandon graduel des valeurs (en particulier celles prônées par l'Église) qui avaient permis l'industrialisation et l'âge d'or du capitalisme, est partagée par tous ces auteurs.

Deux facteurs semblent avoir particulièrement retenu l'attention de Roy. Selon lui, le malaise présent est principalement dû à la valorisation de l'individualisme et à la valorisation du crédit. Roy consacre six chapitres consécutifs (ch. 5 à 10) au thème de l'individualisme ou de l'égocen-

trisme grandissant. Par contre, le thème de la perversité du crédit ou de l'emprunt n'est jamais vraiment développé, mais il réapparaît à chaque détour de chapitre (pp. 3, 42-45, 56, 58, 64, 81, 115, 149, 158, 162). Selon Roy, l'abondance des années 1945-1970 était artificielle, parce que nourrie grâce à de l'argent emprunté, en particulier par le gouvernement. Selon lui, la société de consommation moderne encourage la jouissance immédiate, elle valorise le crédit, elle hypothèque l'avenir en empruntant sur celui-ci. La société moderne serait donc en contradiction avec ce que requiert la production : discipline, efficacité, abstinence, restrictions, économies, épargne, non-endettement. Toutes ces vertus traditionnelles, selon Roy, sont ridiculisées par une minorité agissante et par le gouvernement, et de plus elles sont punies par la situation inflationniste que nous connaissons. Cette analyse néo-conservatrice prônée par Roy est totalement anti-keynésienne. Elle s'identifie à la morale victorienne d'il y a un siècle : « le riche pouvait bien entrer au Royaume des Cieux pourvu seulement qu'il voulût épargner ». Même l'Église a progressé plus vite que les néo-conservateurs sur ce point.

Ce n'est pas le capitalisme actuel qui est sujet à toutes sortes de contradictions : c'est plutôt l'analyse des néo-conservateurs et de M. Roy. Le capitalisme est fondé sur le laissez-faire. Comme nous le disait l'Église il y a plus de cent ans, « il est curieux d'observer que, grâce à la sagesse et à la bienveillance de la providence, l'individu se rend le plus utile au public lorsqu'il n'a rien d'autre en tête que son propre gain ». Pourtant, Roy et ses références prétendent que le capitalisme se serait bâti sur des normes de solidarité, et que l'échec de celui-ci aurait été causé par l'application et la propagation de valeurs qui justifient l'individualisme et l'originalité. En définitive, on a l'impression que la crise contemporaine est imputable aux ouvriers qui refusent de travailler et qui s'endettent. Quant aux entrepreneurs/gestionnaires ils ne seraient que les innocentes victimes de cette transformation et de l'endettement toujours accru de l'État. Voilà où est l'erreur !

Gilles Roy, qui est ingénieur, n'hésite pas à égratigner au passage les tenants de notre auguste science. Parfois il n'a pas tort ; c'est le cas lorsqu'il affirme que « les économistes ont pris l'habitude d'assumer que ce qui n'est pas quantifiable n'existe pas ou du moins n'est pas très important » (pp. 147-148). Par contre, il exhibe parfois sa grandissime ignorance de nos principes et de nos classiques, par exemple lorsqu'il prétend que Keynes présente l'univers « comme une horloge évoluant selon les principes d'uniformité de Newton » (p. 148). J'ai déjà exprimé ce que je pensais de sa théorie de la croissance fondée sur l'abstinence et l'épargne.

Évidemment dans un livre de deux cents pages, tout n'est pas forcément mauvais. Il y a quelques bonnes réflexions sur les véritables sources de nos malheurs : l'inexistence d'un projet de société, l'irresponsabilité de

certains (demandes salariales injustifiées, corps professionnels essentiels en grève, politiciens planifiant des récessions), l'ignorance de ce que le progrès social est nécessairement associé au progrès économique, l'illusion de la gratuité (la nécessité de tickets modérateurs), l'accroissement de notre esprit procédurier (tandis qu'au Canada il y a un ingénieur pour un avocat, au Japon il y en a cent). Mais tout ceci semble encore bien mince pour expliquer culturellement l'essoufflement de la croissance.

Roy dit qu'il ne croit pas utile de revenir aux anciennes valeurs. On ne voit toutefois pas ce qu'il entend concrètement par nouvelles règles, nouvelles valeurs ou nouvelle morale. À la fin de son livre, il explique que le sentiment *d'appartenance* peut susciter un engagement nouveau, une solution à la crise. Pourtant, en introduction, Roy prétend que « la situation linguistique particulière du Québec n'a rien à voir dans l'étude des phénomènes » qui le préoccupent. Roy s'adresse au public québécois. Comment peut-il ignorer le sentiment d'appartenance à une communauté linguistique ?

Marc LAVOIE,
Science économique
Université d'Ottawa